

Décoloniser la critique : comment les Mozambicains jugent-ils la « paix libérale » ?

Meera Sabaratnam¹

Partisans et critiques du projet de la « paix libérale » ont en commun de négliger les jugements des premiers concernés par les interventions internationales. L'étude des opinions des Mozambicains révèle que ceux-ci ne rejettent pas l'idée d'une présence étrangère comme telle, mais tiennent à ce que les intervenants respectent les lois nationales, constitutives d'une souveraineté qui ne peut se réduire à des questions d'efficacité et de besoin.

Les débats en cours sur la « paix libérale » dans les relations internationales et le monde politique se focalisent sur la justification de ce mode de conduite des politiques internationales contemporaines. Bien que cela ne soit pas toujours clairement exprimé, c'est bien la question de ce qui pourrait constituer une base légitime pour ce type d'intervention qui divise en dernière instance les parties prenantes au débat.

Les partisans de la paix libérale défendent sa dimension fonctionnelle – les interventions fournissent ou aident l'État à fournir des biens économiques et politiques indispensables. Pour les praticiens, elles se justifient du fait de leur légitimité procédurale – ce sont les États qui demandent l'intervention et y consentent. De leur côté, les critiques de la paix libérale avancent une conception alter-

1. Chargée d'étude et de cours en relations internationales à la London School of Economics, codirectrice de l'ouvrage *A Liberal Peace? The problem and practices of Peacebuilding* (Zed Books, 2011) et de la collection *Interrogating Democracy in World Politics* (Routledge, 2011).

native des relations politiques – celles-ci doivent être réencastrées dans le « local », ou, plus récemment, le « quotidien » -, voire sont sceptiques quant à la possibilité même de justifier la paix libérale, car celle-ci s'insère dans un système capitaliste structurellement tourné vers l'exploitation.

Pour autant, aucun de ces courants ne mobilise les publics visés par la paix libérale en tant que sujets « politiquement concernés ». Certains critiques s'efforcent il est vrai d'introduire l'idée d'acteurs « locaux » dans le débat, mais en développant rarement ce que cela implique sur les plans conceptuels et méthodologiques et sans tenir réellement compte de ce que ces acteurs « locaux » disent effectivement de l'intervention. Ces limites trouvent leur origine dans le manque d'attention accordée à la question de la conceptualisation du sujet politique (*political subjecthood*) au sein des courants critiques des relations internationales, ainsi que dans la non-reconnaissance des exclusions que ces courants reproduisent malgré eux.

Dans les relations internationales comme ailleurs, les approches décolonisatrices se sont données pour défi d'essayer de comprendre comment la recherche sociale reproduit des hiérarchies et des exclusions dans ses cadres ontologiques et épistémiques, dont beaucoup sont associées aux expériences du colonialisme et de l'impérialisme de ces cinq derniers siècles. Ces approches décolonisatrices discutent notamment les notions de souveraineté, d'anarchie, de droit international et de droits humains². Elles ont également développé une série de stratégies pour contrecarrer ces exclusions et structurer des grilles de lecture du monde qui donnent de l'espace politique et de la considération aux personnes dépossédées ou réduites au silence (*disempowered or silenced*) (Grovogui, 2009).

L'exclusion/l'occultation du sujet politique dans le débat sur la paix libérale

Les analystes des opérations de consolidation de la paix se classent de plus en plus clairement en partisans et critiques du projet de « paix libérale ». Goetze et Guzina font un état des lieux des positions en présence dans un article récent (2008). L'approche *mainstream*, orientée « résolution des problèmes », partage les pré-supposés fondamentaux du projet, notamment l'idée selon laquelle

2. Voir par exemple les contributions de Sankaran K. *et al* (2006).

le libéralisme politique et économique, lorsqu'il est correctement développé, mène à la paix et la prospérité. Cette première catégorie rassemble les approches réformistes de la paix libérale, telles que celle de Roland Paris (1997), les théoriciens de la faillite des États comme Robert Rotberg (2003) et des avocats prudents du modèle de la tutelle internationale, à l'instar de Richard Caplan (2007) et de Simon Chesterman (2004). Si la plupart de ces auteurs estiment que le paradigme dominant présente des faiblesses, un manque de sensibilité aux contextes notamment, ils considèrent néanmoins les interventions comme nécessaires et légitimes pour consolider la paix et reconstruire les États.

En face, les critiques du *peacebuilding* « rejettent l'ensemble du projet, assimilé à une forme de domination néo ou postcoloniale » (Goetze & Guzina, 2008). Il ne s'agit pour eux ni plus ni moins que d'une reprise en main (néo-)impériale du Sud par le Nord/l'Occident, poussée par les logiques du capitalisme de marché et de l'expansion de la frontière libérale. Les chefs de file de cette approche sont Mark Duffield, Lara Zanotti, Michael Hardt et Antonio Negri, ainsi que David Chandler. Ils soutiennent que la paix libérale maintient et exprime à la fois des structures de pouvoir globales, ce qui lui enlève toute légitimité.

Goetze et Guzina renvoient cependant les deux camps dos à dos en ce que les uns comme les autres ignorent les acteurs locaux, les « sujets » des interventions, dans les critères qu'ils utilisent pour juger les opérations de maintien de la paix et de reconstruction des États. Ils appellent dans la foulée à « sociologiser » les recherches. Cet appel à tenir davantage compte du « local » et du « quotidien » a récemment été relayé au sein de la littérature critique, notamment par Oliver Richmond (2009).

Un aspect du débat mérite d'être mis en exergue : celui des pré-supposés quant à la possibilité de donner un fondement de légitimité aux interventions au nom de la paix libérale. Une des caractéristiques du paradigme *mainstream* est que soit il évacue cette question, soit il estime que l'intervention tire sa légitimité de sa dimension fonctionnelle – elle permet de remettre les États en « état de marche ». Quand on examine les travaux de Richard Caplan sur la question des nouvelles tutelles internationales, il est clair que celles-ci trouvent leur légitimité dans le fait qu'elles soutiennent une conception internationale de l'ordre ou des normes en matière de bonne gouvernance, de démocratie politique, de développement

économique, de droits humains, etc. (Caplan, 2007). Les critiques de cette approche soulèvent assez justement le paradoxe politique consistant à suspendre la souveraineté pour mieux la rétablir. Si la « perception de la légitimité » est de plus en plus souvent mentionnée dans la littérature dominante, force est de constater qu'elle a au mieux un rôle secondaire.

Pour autant, les critiques de la paix libérale sous-estiment eux aussi la question des « sujets politiques » au Sud. Relevons d'abord avec Goetze et Guzina que l'on peut distinguer deux approches de la légitimité de la paix libérale dans la littérature critique. La première, qui souligne les structures productives du biopouvoir libéral et de l'ordre économique néolibéral, marginalise la possibilité d'une légitimation des interventions à travers les réponses des sujets, ceux-ci étant en gros conditionnés par l'hégémonie interventionniste ou cooptés par cette dernière. C'est particulièrement vrai chez les auteurs qui critiquent l'ordre libéral au Sud au départ de points de vue gramsciens et foucaaldiens, tels que Ray Bush (2007), Stephen Gill (1995) et Mark Duffield (2007).

Comme dans l'approche fonctionnaliste précédente, les vues des sujets de l'intervention sur la légitimité de cette dernière ne sont pas prises en compte, du fait d'un scepticisme radical quant à la possibilité que ces sujets politiques se constituent.

La deuxième approche, suivie par Richmond et d'autres, reconnaît par contre l'importance des jugements locaux dans l'appréciation de la légitimité des interventions. Trop souvent cependant, elle suppose que ces valeurs « locales » sont nécessairement opposées aux valeurs « libérales » de l'intervention. Cette manière de voir circonscrit préventivement les possibilités d'une quelconque légitimité en posant que la légitimité, dans une société, dérive des origines des pratiques plutôt que de leur contenu. Bien qu'il y ait des sujets dans cette narration, ils se voient généralement attribuer des caractéristiques non libérales, « traditionnelles », « culturelles » – ils sont dépolitisés dans le sens où on ne leur accorde pas le potentiel d'une implication digne de ce nom, ils sont évoqués avec « sympathie », ils sont « objectifiés » (*objectified*) dans l'imagination critique, mais ils n'apparaissent pas comme des sujets politiques pertinents dans l'analyse finale.

Il y a là une réduction analytique de ce qui est en jeu qui, dans ses formes extrêmes, se rapproche de l'« orientalisme sympathique » dans sa vision duale du libéral et du local. Or cette appro-

che ne nous explique pas en quoi le « libéral » et le « local » peuvent différer en termes de valeurs sociales et politiques et diverger dans leur jugement de la légitimité de la paix libérale. D'après la logique de la légitimité basée sur les origines davantage que sur les valeurs, les possibilités d'un engagement légitime sont extrêmement faibles. Dans leur travail récent sur l'« hybridation » de la paix libérale, Mac Ginty (2008) et Roberts (2008) conceptualisent les acteurs « libéraux » et « locaux » comme étant l'« Autre » l'un pour l'autre et comme devant s'efforcer de trouver des terrains d'entente pour se rencontrer.

Pour autant, l'ambition portée par cette deuxième sorte de critique d'enraciner les discussions sur la paix libérale dans des contextes et des pratiques offre des perspectives prometteuses. Elle doit cependant s'attaquer plus franchement à la question de la prise en compte de sujets politiques dans un contexte de domination³.

« Décoloniser » la critique, faire entrer le sujet

Pour les critiques de la paix libérale, la métaphore coloniale est importante pour deux raisons. Tout d'abord, elle pose la question de l'équivalence, structurelle ou pratique, ou de la continuité entre les interventions contemporaines et les interventions coloniales européennes. Elle exige ensuite de se demander si les pratiques actuelles sont moralement et politiquement similaires aux traditions coloniales, auquel cas elles seraient frappées d'illégitimité dans un ordre international théoriquement postcolonial, reposant sur l'égalité de valeur entre les humains et le droit à l'autodétermination.

Les critiques du colonialisme européen à l'époque de son expansion puis de son déclin étaient nombreux, mais leurs préoccupations et leurs présupposés fondamentaux ne se recoupaient pas nécessairement. Alors que Lénine considérait l'entreprise coloniale comme une expression de l'impérialisme, « *stade suprême du capitalisme* », Hobson centrait sa critique sur les différentes formes de hiérarchie sociale et politique qui la rendaient possible. Bien qu'elles aient eu énormément d'influence à leur époque et par la suite, ces

3. Il y a des exceptions notables à ce manque de démarche empirique, parmi lesquelles Heathershaw (2007), Belloni (2001) et Mac Ginty (2007). Pour autant ils demeurent sceptiques face à la possibilité d'une « légitimité » (Heathershaw) ou reproduisent la division « libéral-local » (Mac Ginty).

critiques se concentraient sur les implications pour la lutte des classes en Europe de l'expansionnisme coloniale.

Les analyses les plus convaincantes du pouvoir colonial sont à chercher chez les personnes engagées dans la lutte contre cette domination, comme Frantz Fanon et Amílcar Cabral, dont les perspectives s'appuyaient sur les expériences et les opinions des « sujets » du colonialisme et cherchaient à construire un projet critique qui puisse aussi rétablir et réaffirmer le colonisé comme sujet – égal et humanisé – de la politique⁴. En ce sens, les penseurs anticolonialistes ont centré leur attention non seulement sur les questions globales, mais aussi et surtout sur la façon dont le colonialisme a détruit le sujet politique à travers l'utilisation d'un droit dual, raciste, violent et hypocrite.

Bien qu'ils aient eu recours à une large gamme d'arguments théoriques et politiques contre le colonialisme, ils étaient tous deux persuadés, Cabral en particulier, qu'il fallait construire la critique du système politique au départ des réponses et des préoccupations des personnes vivant l'expérience de la domination. Cette démarche avait pour effet de poser la question de la légitimité dans des termes moins abstraits et plus pratiques, et de décentrer le débat par rapport aux préoccupations structurellement propres aux critiques émises depuis les métropoles.

Pour autant, on constate une tendance, au sein des courants critiques en théorie des relations internationales, et en particulier parmi les critiques de la paix libérale, à négliger les histoires, les politiques et les valeurs non occidentales. La critique demeure largement eurocentrique et monologique (Hobson, 2007). L'art, dont font preuve les critiques comme les partisans de la paix libérale, de discuter la légitimité des interventions sans convoquer les opinions des acteurs nationaux est assez extraordinaire à cet égard. Seule la prise en compte des réponses et préoccupations locales permettra de donner plus d'épaisseur à la discussion.

L'étude dont cet article rend compte vise à mettre en évidence les points de vue des Mozambicains, quels que soient leurs rapports avec les interventions au nom de la paix libérale qui se poursuivent dans leur pays, lorsqu'ils sont amenés à s'exprimer sur la légitimité et les justifications de ces interventions. Les données, issues

4. Parmi les textes principaux : *Les damnés de la terre* de Fanon (1965) et *Unité et lutte* de Cabral (1980).

d'entretiens, de conversations et de la presse, ont été recueillies entre 2007 et 2009 dans les différentes régions du pays, auprès de sources gouvernementales, de l'opposition et d'indépendants de différentes tranches d'âge. On a accordé une attention particulière aux commentaires directs sur l'intervention, ainsi que sur la relation entre les Mozambicains et les « partenaires coopérants⁵ du Nord⁶.

« À la recherche des voix » : mobiliser des sujets politiques complexes au Mozambique

Le Mozambique offre un terrain idéal pour réfléchir au recadrage des analyses sur la paix libérale. Tout d'abord, il représente un cas relativement « abouti », où l'intervention de la communauté internationale a coïncidé avec la cessation d'un conflit violent, la tenue d'élections régulières, la reconstruction des institutions de l'État, un taux de croissance économique impressionnant, une stabilisation macroéconomique, une augmentation dans le nombre et la taille des organisations de la société civile, l'attraction d'investissements étrangers, une chute dans les taux de pauvreté absolue, etc. Ces évolutions ont notamment justifié la remise d'un prix de la « bonne gouvernance » à l'ancien président du Mozambique. Le pays est souvent cité dans les documents politiques comme un exemple de ce qui peut être réalisé lorsque l'intervention est correctement calibrée.

Les critiques partagent à leur manière ce constat. Graham Harrison (2004) qualifie le Mozambique d'« État-gouvernance » en ce qu'il représente un exemple rare de pénétration structurelle des institutions du néolibéralisme dans les structures de l'État. Bien que le pays soit formellement sorti de la phase onusienne de « consolidation de la paix », il constitue un exemple emblématique de la pénétration et de l'évolution de ces pratiques que Chandler, Duffield et d'autres qualifient de *state building* et que Richmond assimile à

5. « Partenaires coopérants » ou « partenaires internationaux » est un terme davantage utilisé que celui de « donateur » ou « intervenant » pour des raisons politiques évidentes. Mais dans un pays comme le Mozambique, le terme de coopérant a lui aussi une charge historique, les « *cooperantes* » étant les citoyens étrangers venus aider le régime socialiste durant les années 1970 et 1980 au nom de la solidarité progressiste.

6. L'expression « du Nord » est malheureuse, mais inévitable, de même que l'adjectif « occidental » que nous utiliserons comme synonyme. L'expression « du Nord » renvoie à un ensemble formé par les Européens, les Nord-Américains, les Japonais et les Australiens, soit les pays également qualifiés de « développés ».

l'idée de paix libérale. Ensuite, et bien qu'il existe une littérature croissante en développement et en anthropologie sur la trajectoire récente du Mozambique, ce pays est peu évoqué dans les démonstrations avancées par les avocats comme par les détracteurs de la paix libérale pour justifier leurs positions. Parmi les rares travaux sur le *state building* au Mozambique, citons ceux de Mark Duffield (2007), de Michel Cahen (2005) et de Roland Paris (2004). Duffield montre que les ONG font partie intégrante du processus gouvernemental dans le nord du Mozambique. Cahen, invité à analyser le succès de l'État mozambicain pour le volume *Making States Work*, estime que ce succès est tout relatif en matière d'implication sociale. De son côté, Paris estime que bien qu'il constitue une *success story* en bien des points, le cas du Mozambique ne permet pas d'évaluer les performances du projet libéral de consolidation de la paix, car les racines de la guerre n'y étaient que partiellement nationales.

Conscience de la pauvreté et de la dépendance

Tout d'abord, les réponses des Mozambicains indiquent que l'influence des agents de la paix libérale ne peut être comprise qu'en étant replacée dans le contexte de la relation de dépendance économique qui structure les rapports entre le Mozambique et ses partenaires depuis de longues années.

« Sur la question de l'empowerment : j'ai essayé d'y réfléchir dans le passé – j'ai fait une étude sur cette question. Ma perception, c'est que... j'ai en réalité plusieurs sentiments. Tout d'abord, le Mozambique ne peut rien faire seul. Ce n'est pas un État financièrement viable. Le concept de durabilité doit être pensé en termes systémiques sur un grand nombre d'années. Le Mozambique ne peut vivre sans aide. Quand vous êtes dans cette position vous ne pouvez pas faire ce que vous voulez : si vous empruntez auprès d'une banque vous avez des responsabilités. Ayant cela à l'esprit, le Mozambique a fait ce qu'il devait faire, en tentant de concilier la définition de ses propres priorités et le dialogue avec ses partenaires. Cela ne signifie pas pour autant que cela se passe de la même manière dans tous les secteurs. Si vous examinez ces dix dernières années, vous constatez que le Mozambique a fait tout ce qu'il pouvait en tant que pays⁷. »

7. Entretien avec un ancien fonctionnaire du ministère de la santé.

« Le Mozambique est souverain, car il a des lois, il fait des lois, mais il est économiquement dépendant des autres. Les ONG sont très influentes – elles influencent le processus de prise de décision. C'est parce que nous sommes un pays pauvre⁸. »

« Bien sûr ils [les partenaires] ont une grande influence. Nous sommes un pays très pauvre, où entre 50 et 60% du budget est financé par eux. Indéniablement, ils mettent toujours des conditions⁹. »

« Les partenaires ont pour le moment beaucoup de poids au Mozambique. Cela dérive de l'aide financière qu'ils apportent au budget de l'État. Je ne sais pas à combien cela monte exactement, mais cela leur donne beaucoup de pouvoir. À ceux qui donnent peu comme à ceux qui donnent beaucoup, cela donne un pouvoir disproportionné. Mais pendant beaucoup d'années le Mozambique a vécu de cela. Cela a créé une certaine dépendance. À l'instar d'une personne droguée, il ne sait même plus s'il pourrait vivre sans drogue ou avec moins de drogue¹⁰. »

La lecture de ces réponses indique que beaucoup de citoyens n'ont pas l'impression que l'influence de la présence internationale est une chose à laquelle le Mozambique pourra échapper dans un futur proche. Mais ce n'est pas pour autant, selon eux, que les partenaires ont le droit d'avoir une telle influence. Cette situation est davantage vécue comme une condition « structurelle » – discuter de la dépendance économique vis-à-vis des partenaires revient un peu à discuter du temps, dans le sens où il s'agit d'une réalité qui s'impose et structure la vie. Bien sûr, certains discutent la façon dont cette relation est gérée, mais la situation de dépendance en tant que telle ne paraît pas pouvoir être remise en question. De ce fait, il semble que la présence en soi des partenaires ne soit ni célébrée, ni rejetée. En termes d'évaluation de la légitimité de la paix libérale aux yeux de ses sujets, il s'agit là d'un point important, qui questionne l'idée de « consentement volontaire » généralement associée au Nord à la légitimité de l'ordre politique.

Pour autant, cette « réalité » de la dépendance économique vis-à-vis des partenaires du Nord commence à être discutée. On a pu constater chez les personnes travaillant au sein du gouvernement

8. Entretien avec un professeur d'école supérieure.

9. Entretien avec le rédacteur en chef d'un journal.

10. Entretien avec le président d'une organisation de la société civile nationale.

une conscience croissante du fait que la volonté des autres donateurs (Chine, Inde, Brésil) de financer de grands projets dans le pays donnait au Mozambique la possibilité de dire « non » aux bailleurs du Nord¹¹. Ce qui est intéressant, c'est que cette évolution est vue par certains comme une possibilité pour le Mozambique de s'aligner avec des pays « partageant ses valeurs ». Ce sentiment n'est pas général, d'autres se montrent sceptiques quant à la valeur ajoutée de ces investissements en termes d'emplois.

Pour revenir à la question de l'évaluation de la légitimité de la paix libérale, on peut poser que cette légitimité ne commence réellement à être évaluée qu'à partir du moment où les Mozambicains perçoivent l'existence d'une alternative réaliste. Ceci n'implique pourtant pas la remise en cause de l'idée de « partenariat international », ni des concepts de « modernisation » et de « développement », thèmes autour desquels s'articulent les coopérations Sud-Sud.

La souveraineté dans une condition de dépendance

Un épisode récent et fort médiatisé des relations entre le Mozambique et les intervenants du Nord mérite d'être discuté, tant il a suscité des réactions sur la nature des rapports entre le pays et ses partenaires. Pour résumer, en mai 2009 le chargé d'affaires états-unien menaça de couper l'aide au Mozambique, car il lui avait été rapporté que le processus d'émission de visas pour des médecins américains était retardé. Le ministre du travail répondit au chargé d'affaires que leurs références étaient en train d'être évaluées et qu'ils devaient respecter la loi mozambicaine. Le ministre de la santé intervint également pour souligner que le Mozambique avait besoin d'un « type bien précis » de médecin. On a appris d'ailleurs par après que ces médecins ne venaient pas pour soigner les gens, mais pour gérer des programmes de lutte contre le sida au sein de l'ambassade étatsunienne.

L'incident a suscité une avalanche de réactions. Si pour certains on était bien face à une forme de nationalisme tatillon¹², vu le manque énorme de médecins au Mozambique, beaucoup de commentateurs estimaient que cette pénurie ne justifiait pas ce type de chantage qui rappelait l'ère coloniale (Lázaro, 2009). D'autres encore défendaient une voie médiane, privilégiant l'option du dialogue

11. Entretien avec le vice-ministre de la planification et du développement.

12. Entretien avec un ancien fonctionnaire du ministère de la santé.

basé sur le principe de souveraineté nationale, mais tenant compte du besoin de médecins¹³. Ces derniers notaient d'ailleurs avec une certaine ironie que c'est l'agence états-unienne Usaid elle-même qui avait poussé à la réforme de la législation du travail qu'elle incitait aujourd'hui à violer...

L'examen de ces diverses réactions fait apparaître un certain nombre de questions. Tout d'abord, les conceptions et pratiques de la souveraineté constituent un sujet politique sensible au Mozambique, conditionné par l'histoire collective de la lutte contre le colonialisme. Les institutions de la paix libérale, en ce compris ses programmes sociaux, sont continuellement jugées à l'aune de cette question politique. Dans le cas qui nous intéresse, elle est même défendue et invoquée par ceux qui estiment qu'elle ne devrait pas être la seule considération sur la table. À nouveau, ceci suggère que les sujets de la paix libérale au Mozambique ne sont pas seulement préoccupés par les aspects « fonctionnels » de l'intervention, par la question de son efficacité. La dimension politique de sa mise en œuvre est cruciale dans leur mode d'évaluation de sa légitimité.

Pour autant, cet épisode enseigne aussi qu'il existe un espace pour la coopération et l'assistance qui est perçu comme légitime, même dans des conditions d'inégalité et de dépendance. Un membre du gouvernement en a d'ailleurs profité pour (ré-)affirmer le principe suivant lequel « *ils ne peuvent pas "imposer", ils peuvent "offrir" et nous décidons d'accepter ou non. Nous sommes pauvres, mais nous n'avons pas besoin de tout et n'importe quoi. C'est une question de dialogue et de respect*¹⁴ ».

En ce sens le respect de la loi par les organisations partenaires est considéré comme une chose importante aux yeux des Mozambicains, notamment parmi les fonctionnaires chargés de gérer la coopération. Un de ceux-ci, dont le travail consistait à promouvoir le respect des accords internationaux par les ministres comme par les partenaires, était particulièrement contrarié par le fait que la Banque mondiale poussait à ce qu'une loi de marchés publics soit adoptée, alors qu'elle-même n'allait pas l'observer.

Cet aspect a aussi une influence sur la façon dont la population perçoit la présence internationale. Un employé mozambicain

13. Éditorial intitulé « Soberania nacional, legislação e necessidade de medicos, aconselham mais diálogo », édition du 21 mai du journal *CanalMoz*.

14. Entretien avec le vice-ministre, *ibid*.

se plaignait par exemple du fait que les employeurs étrangers agissaient « comme bon leur semble » en matière de conditions de travail pour leurs employés et ne respectaient pas les lois dans ce domaine. Un autre travailleur, de l'industrie des services, observait qu'un des rares immeubles de la ville où les règles de planification n'étaient pas respectées était l'ambassade britannique...

Il est donc nécessaire de comprendre comment ces conceptions du respect et de la souveraineté structurent la façon dont la légitimité des institutions de la paix libérale est évaluée par ses « sujets ». Contre les analyses critiques qui insistent sur la différence entre le « libéral » et le « local » et utilisent les origines comme base de la légitimité, il semble que les Mozambicains tiennent avant tout à ce que les corps internationaux présents dans le pays en respectent les lois, qui sont constitutives de la souveraineté mozambicaine.

Ce principe général fait l'objet d'un consensus parmi les gens interrogés, même s'il existe divers niveaux de conviction quant à la possibilité qu'il soit respecté. Cette perspective reflète à la fois la conscience des réalités de la dépendance économique et le refus, partagé, de réduire la souveraineté et l'autorité nationale à des questions d'efficacité et de besoin. Cette attitude, perceptible parmi les élites comme dans la population en général, et dans les différentes régions du pays, s'enracine dans la conscience collective héritée de la période coloniale.

Rejet de l'idée selon laquelle le Nord serait motivé par l'altruisme

Aucune des sources mobilisées dans cette recherche ne paraît croire que les bailleurs de fonds du Nord n'ont pas d'intérêts propres au Mozambique, au-delà de leur désir de réduire la pauvreté et d'aider un pays pauvre à se développer. Interrogé sur les niveaux d'aide déboursés par son pays, le chargé d'affaires états-unien déjà mentionné déclara un jour que les Américains étaient altruistes et idéalistes, et que leur aide n'était motivée par aucun intérêt économique. Cette vision n'est pas partagée par les Mozambicains, bien que ces derniers divergent quant à la nature exacte des intérêts en jeu : accès aux ressources naturelles du Mozambique et à son potentiel en matière de production alimentaire, ouverture des marchés à la pénétration néolibérale, création d'emplois (d'assistants techniques) pour les chômeurs des pays riches, accès à un style de vie plus élevé, promotion de leur propre système politique et de

leurs valeurs, soutien d'un gouvernement de gauche au Sud par des forces de gauche du Nord, etc. L'idée que la réduction de la pauvreté soit le premier motif des intervenants n'est tout simplement pas prise au sérieux.

La différence avec la coopération Sud-Sud, qui met d'emblée ses intérêts en avant, est aussi soulignée : « *La montée de la Chine et l'arrivée de l'Inde constituent un défi pour les partenaires traditionnels et leur conditionnalités. Avec la Chine et l'Inde, il n'y a pas beaucoup d'imposition, notre accès aux ressources financières est plus aisé. La Banque mondiale et l'Union européenne réalisent qu'elles sont en train de louper le coche. Nous avons décidé de nous mettre en contact avec des partenaires qui partagent nos valeurs... ce n'est pas de la charité, c'est une question de sympathie. Mais si les partenaires veulent que leur niveau de vie se maintiennent, s'ils veulent résoudre des problèmes, ils doivent envisager la question correctement*¹⁵. »

Lorsque les intérêts sont clairement exprimés dans les accords bilatéraux, même avec les pays du Nord, cela est apprécié. Et de fait, des accords bilatéraux « intelligents » sont souvent utilisés pour obtenir des choses que les donateurs multilatéraux refusent d'appuyer¹⁶. On constate donc que les Mozambicains apprécient la franchise et la transparence dans leurs négociations avec les partenaires du Nord. Lorsque les intérêts sont manifestes, le partenariat paraît légitime et non imposé. Ceci indique que les critiques de la paix libérale ne tiennent pas compte du fait que l'exercice du pouvoir dans des conditions d'inégalité peut se traduire par des pratiques éthiques et politiques différentes sur le terrain.

La même personne qui estimait que des « intérêts occidentaux » sous-tendaient la coopération était clairement en faveur de l'agenda de la « bonne gouvernance » qui avait permis d'amener un peu de cette gestion financière et de cette transparence qui faisaient cruellement défaut au sein du gouvernement. Nous n'avons donc pas tant affaire à un rejet du projet de la paix libérale qu'à une volonté de voir ses représentants se conformer aux valeurs de redevabilité, de transparence et d'accessibilité.

15. Entretien avec le vice-ministre (*ibid.*).

16. Le Portugal, par exemple, s'est engagé à soutenir la création d'une « Banque nationale pour le développement » que la Banque mondiale avait rejetée.

Acteurs nationaux et internationaux : deux poids deux mesures

« Un autre problème réside dans le fait que les travailleurs nationaux et internationaux au sein d'une même organisation ont des conditions contractuelles fort différentes. Ils traitent les gens différemment suivant qu'ils sont nationaux ou non. Au nom de quoi ? Ils disent qu'ils se basent sur ce qui est fait en Europe, et bien sûr il y a des différences entre pays européens, mais sans commune mesure avec ce qui existe ici. Sentez-vous un certain ressentiment parmi les travailleurs mozambicains du fait de cette différence de traitement ? Non. Ce qui se passe, c'est que... bien oui, ils donnent beaucoup d'argent... J'aimerais qu'ils le justifient, qu'ils donnent des règles claires quant aux rôles, aux frontières. Bon, si on arrive à couvrir ses besoins c'est l'essentiel... bien sûr je ferai mon job, mais je me demande, entre moi et toi, c'est quoi la différence ?¹⁷ »

« Ce n'est pas du rejet, c'est une question importante, la gouvernance. Mais c'est leur problème aussi, aux Scandinaves. Le Mozambique s'est beaucoup amélioré. Nous ne sommes indépendants que depuis trente-trois ou trente-quatre ans et on a vraiment progressé. Il y a bien un type scandinave qui a détourné de l'argent – Albert ? – sans que personne ne comprenne. Cela se passe donc avec les pays les plus développés¹⁸. »

« Et si on parlait des 0,7% d'aide ? [ndla : promis dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement]. Cela ferait une grosse différence pour nous. Mais ce n'est pas le moment de pleurer. Pour aller de l'avant nous devons compter sur nos propres forces, étape par étape¹⁹. »

Une certaine amertume face à l'hypocrisie et l'incohérence des bailleurs du Nord transparaît également dans les entretiens. La différenciation des critères appliqués aux Mozambicains est relevée et dénoncée par beaucoup de Mozambicains, qui souscrivent cependant aux principes de lutte contre la corruption, de promotion du développement, etc. Certains sont également sensibles au manque de confiance témoigné par les représentants des agences du Nord,

17. Entretien avec un technicien mozambicain travaillant pour l'agence de développement européenne.

18. Entretien avec un fonctionnaire senior du ministère de la planification et du développement.

19. Entretien avec le vice-ministre (*ibid.*).

même à l'endroit de gestionnaires mozambicains expérimentés ayant fait leurs preuves. Ce traitement est dévalorisant sur le plan professionnel et source de démotivation parmi les employés nationaux. Les critères raciaux en matière de valeur et de confiance qui imprègnent le système de coopération n'ont donc pas échappé aux personnes interviewées.

Cette réalité vécue affecte bien entendu les jugements de la légitimité de la paix libérale. Elle remet en question le présupposé latent suivant lequel le Nord aurait résolu ces problèmes de gouvernance chez lui et pourrait maintenant les « enseigner » aux États africains. Il ressort clairement de cela que les Mozambicains désirent être considérés sur un pied d'égalité, moralement et politiquement, par rapport à leurs partenaires. La coopération doit être basée sur une reconnaissance mutuelle des limites des uns et des autres. Cette tendance émerge notamment dans les évaluations conjointes menées par le gouvernement et les donateurs dans le cadre du programme d'aide budgétaire générale, où les statistiques sur la lenteur des déboursments et la lourdeur des procédures bureaucratiques des donateurs a recalibré le débat politique sur la performance, en particulier dans le secteur de la santé.

Conclusion : ce que les « réponses des sujets » au Mozambique nous enseignent sur la paix libérale

La mobilisation des réponses et des expériences des sujets de la paix libérale nous permettent d'opérer un début de recadrage de notre compréhension de la relation entre intervenants et sujets de l'intervention. Malgré leur complexité et leur hétérogénéité, il est indiscutable que ces jugements renvoient d'abord à une réalité d'inégalité et d'exclusion. Les inégalités politiques et économiques en particulier sont une source majeure de tension autour du thème de la paix libérale. Elles imprègnent à la fois les niveaux macro et micro de la relation – des flux économiques internationaux majeurs aux conditions de salaires et de travail dans l'industrie de l'aide, des politiques commerciales inéquitables aux bras de fer politiques sur des programmes spécifiques.

Depuis une perspective « décolonisatrice », plusieurs thèmes renvoient au problème de la légitimité de la paix libérale. Parmi ceux-ci, la mise en place de processus plus équitables, transparents, dialogiques et respectueux a été suggérée comme une voie permettant d'améliorer cette légitimité parmi ses sujets. Mais la paix

libérale dans sa forme actuelle n'est sans doute pas adaptable à ce point. Démanteler l'image altruiste et supérieure qu'elle se fait d'elle-même et mettre à nu les intérêts politiques de ses sponsors reconfigurerait fondamentalement ce que nous entendons par « paix libérale ».

Traduction de l'anglais : François Polet

Bibliographie

- Bain (2003), *Between Anarchy and Society: Trusteeship and the Obligations of Power*, Oxford, Oxford University Press.
- Belloni R. (2001), « Civil society and peacebuilding in Bosnia and Herzegovina », *Journal of Peace Research*, 163-180.
- Bush R. (2007), *Poverty and Neoliberalism: Persistence and Reproduction in the Global South*, Londres, Pluto Press.
- Cabral A. (1980), *Unité et lutte*, Paris, Maspéro.
- Cahen M., (2005) « Success in Mozambique ? » in Chesterman, S., et al. (2005), *Making States Work: State Failure and the Crisis of Governance*, Tokyo/New York, United Nations University Press.
- Caplan R. (2007). « From collapsing states to neo-trusteeship: the limits to solving the problem of "precarious statehood" in the 21st century », *Third World Quarterly* 28(2).
- Chesterman S. (2004), *You, the People: the United Nations, Transitional Administration, and State-Building*, Oxford/New York, Oxford University Press.
- Duffield M.R. (2007), *Development, Security and Unending War: Governing the World of Peoples*, Cambridge, Polity.
- Fanon F. (1965), *Les damnés de la terre*, Paris, Maspéro.
- Gill S. (1995), « Globalization, market civilisation and disciplinary neoliberalism », *Millenium: Journal of International Studies*, 24(3), 399.
- Goetze C. & Guzina D. (2008), « Peacebuilding, Statebuilding, Nationbuilding – Turtles All the Way Down ? », *Civil Wars*, 10 (4).
- Grovogui S. N. (2009), « No More, No Less: What Slaves Thought of their Humanity » in Bhabra G. K. & Shilliam (2009), *Silencing Human Rights: Critical Engagements with a Contested Project*, Palgrave MacMillan.
- Harrison G. (2004), *The World Bank and Africa: the Construction of Governance States*, London, Routledge.
- Heathershaw, J. (2007). « Peacebuilding as Practice: Discourses from Post-Conflict Tajikistan », *International Peacekeeping*, 14(2).
- Hobson J. M. (2007), « Is critical theory always for the white West and for Western imperialism? Beyond Westphalian towards a post-racist critical IR. », *Review of International Studies*, 33 (S1).
- Lázaro M. (2009), « Nós juramos por ti, oh Moçambique, nenhum tirano nos irá escravizar », *Savana*, 22 mai.
- Mac Ginty R. (2010) « Hybrid Peace: How does hybrid peace come about ? », Paper presented at the ISA Annual Convention, New Orleans, LA, Feb 17, 2010.
- Mac Ginty, R. (2007), « Reconstructing post-war Lebanon: A challenge to the liberal peace ? », *Conflict, security and development*, 7(3).
- Paris R. (1997), « Peacebuilding and the limits of liberal internationalism », *International Security*, 22 (2).

- Paris R. (2004), *At War's End: Building Peace after Civil Conflict*, Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- Richmond O. P. (2009), « Becoming Liberal, Unbecoming Liberalism: Liberal-Local Hybridity via the Everyday as a Response to the Paradoxes of Liberal Peacebuilding. », *Journal of Intervention and Statebuilding*, 3 (3).
- Roberts D. (2008), « Hybrid Politics and Indigenous Pluralities: Advanced Lessons in Statebuilding from Cambodia », *Journal of Intervention and Statebuilding* 2(1): 63-86.
- Rotberg R. I. (2003), *When States Fail: Causes and Consequences*, Princeton University Press.
- Sankaran K. *et al.* (2006) in Jones B. G. (dir.), *Decolonizing International Relations*, Rowman & Littlefield Publishers.
- Spivak G. C. (1988), « Can the subaltern speak? », *Marxism and the Interpretation of Culture*.

